



Geneviève LEBOUTEUX

- ▶ Membre de la commission du développement et des activités économiques, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.
- ▶ En charge de l'émergence des éco-filières (hors énergie) et des éco-projets
- ▶ Membre du conseil d'administration du Cédpa

« Agir dedans et dehors »

Au Conseil régional, une délégation sur les éco-filières, surtout l'éco-construction

■ Ma délégation porte sur l'émergence des éco-filières et des éco-projets. Dès le début du mandat, j'ai piloté une étude portant sur les éco-filières dans les Pays de la Loire. Je n'ai pas participé au cahier des charges pour trouver le prestataire mais au

choix de ce dernier. Menée par le cabinet Ernst & Young, cette étude a dégagé les possibilités de développement des éco-filières sur le territoire. Le Conseil régional a ensuite défini quatre activités prioritaires pour leur développement : les énergies renouvelables, l'agriculture durable, l'éco-construction et les éco-projets (éco-conception, écologie industrielle, économie de la fonctionnalité...). Les deux premières priorités sont suivies par d'autres élus, je me concentre sur les deux dernières.

Novabuild

■ Centre de ressources dédié à l'éco-construction pour les professionnels regroupe des entreprises, des fédérations et des centres de recherche, Novabuild a été mis en place en 2012. Il n'est pas né de rien. En 2003 avait été créé le Pôle génie civil ouest (PGCO) dont les activités portaient sur le génie civil et les travaux publics. L'Etat lui ayant retiré sa labellisation de pôle compétitivité au motif que son activité n'était pas suffisamment pointue sur la recherche mais davantage centrée sur la diffusion de l'innovation dans les entreprises, il s'est alors transformé en Pôle génie civil éco-construction (PGCE), davantage tourné vers l'éco-construction. Mais il était en difficulté du fait de la perte de subsides de l'Etat.

La Région, déjà très attentive à la dynamique du pôle, a renforcé son investissement pour conduire la transformation de ce pôle en centre de ressources dédié au bâtiment durable, avec une nouvelle configuration et une mission précise : accompagner les professionnels dans la mutation vers l'éco-construction. **La Région a mis les moyens pour favoriser la réussite de Novabuild, à travers l'attribution d'aides et le financement d'au moins deux salariés.**

Je participe à Novabuild en tant que membre du conseil d'administration. Ce centre fonctionne bien, il a un bon dynamisme, de nouveaux adhérents arrivent. Il est certain qu'il répond à de vrais besoins.



■ Sur le reste de ma délégation, les éco-projets, il reste encore beaucoup à faire. Faute de temps et d'énergie de mon côté et de moyens humains du côté des services, nous nous sommes contentés de soutenir les bons projets qui nous étaient présentés. Nous n'avons pas pu aller aussi loin que je l'avais souhaité.

■ Il aurait fallu définir et impulser une stratégie de sensibilisation aux éco-projets, en intégrant cette thématique dans toutes les formations des animateurs des réseaux actuels (« équipe Pays de la Loire ») chargés de faire des actions de sensibilisations sur les territoires. Sur ce thème, même si la Région soutient un certain nombre de projets, nous sommes restés en retrait. Dans l'avenir, je pense qu'un travail avec **l'Agence régionale** est nécessaire.

La Région a soutenu des expérimentations de structurations locales permettant de réduire les déchets.

■ Cela s'est fait souvent en aidant des entreprises de l'ESS, en collaboration avec ma collègue Fabienne Renaud qui a une délégation sur l'ESS. L'expérimentation autour de l'écologie industrielle qui a lieu sur Angers Métropole et sur laquelle nous nous sommes investis a été elle impulsée par la collectivité locale. Le principe de l'écologie industrielle est de s'inspirer du cycle de la nature, les déchets des uns devenant des ressources pour les autres... pour qu'au final il y ait zéro déchet. En la matière, l'idéal serait de concevoir dès le départ une zone d'activité basée sur ce principe de circularité. Aujourd'hui, la plupart du temps, la démarche consiste à rendre plus vertueuses les zones d'activité existantes en cherchant à développer des circuits et des collaborations entre les entreprises présentes.

Même si des projets intéressants s'amorcent comme par exemple la gestion collective des déchets pour créer du compost, l'expérimentation menée par Angers Métropole a été moins ambitieuse que ce qu'elle aurait pu être. Ce n'est pas encore vraiment de l'économie circulaire. Angers Métropole est épaulée par l'Orée, association nationale très pointue sur le sujet qui aide à ce que cette expérimentation puisse être reproductible ailleurs. Nous avons manifesté notre intérêt pour cette expérimentation. Si elle est reproductible, nous pourrions engager un accompagnement pour sa promotion sur d'autres territoires.

Parmi l'ensemble des « éco-projets », se trouvent aussi l'économie de la fonctionnalité, la réparation, la location, la maintenance.

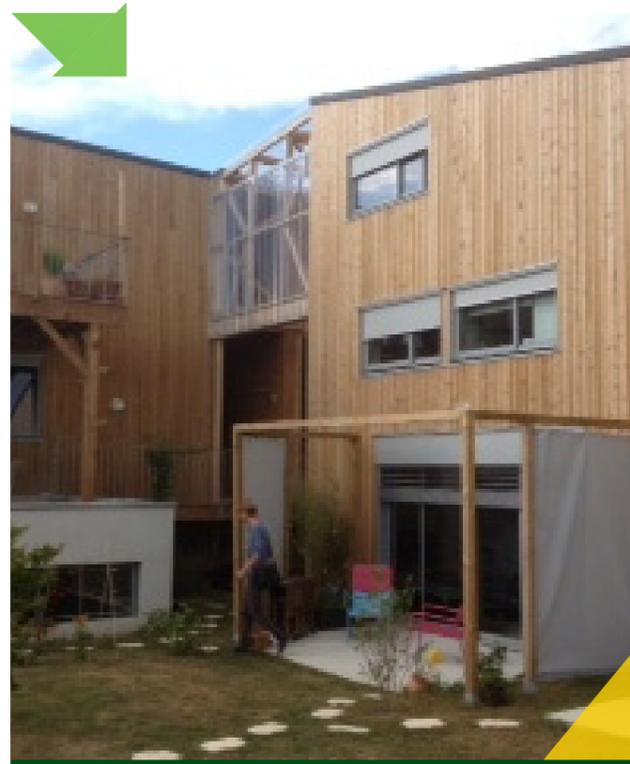
■ Je tenais beaucoup à ces nouvelles façons de faire mais elles étaient très peu visibles dans l'étude du départ, car elles émergent à peine. Cela mériterait un travail énorme, malheureusement il n'y a eu aucun soutien sur cet objectif, l'essentiel des moyens ayant été mis sur des activités déjà matures et représentant déjà beaucoup d'entreprises et d'emplois dans la région.

■ Par ailleurs, au cours de ce mandat, j'ai pu travailler en transversalité sur plusieurs domaines : le soutien au secteur de la construction en premier lieu : le dialogue de branche animé avec Fabienne Renaud, le travail initié par Matthieu Orphelin sur les appels d'offre infructueux pour l'éco-construction de lycées, la démarche Praxibat d'accompagnement des professionnels de la construction dans l'acquisition de nouvelles compétences avec Jean-Philippe Magnen.... Je travaille aussi en transversalité sur les dossiers agricoles où la transformation des pratiques vers l'agriculture durable peine à avancer car les vues divergent entre

les différentes composantes de la majorité régionale.

L'action économique régionale : une politique vaste, où les visions divergent.

■ La commission où je siége avec Emmanuelle Bouchaud - développement et activités économiques, enseignement supérieur, recherche et innovation - a un champ très vaste qui concerne aussi l'agriculture, l'énergie, la pêche... Les éco-filières en sont une très petite composante. L'amplitude de cette commission fait que la charge de travail est lourde. En effet, nous ne suivons pas seulement les dossiers liés à nos délégations respectives, nous examinons aussi ceux portés par nos collègues. L'équipe des collaborateurs du groupe est là pour nous y aider, heureusement. Certes nous ne disposons pas de moyens humains aussi conséquents que nos partenaires de la majorité qui peuvent davantage s'appuyer sur les services et le cabinet, mais nous y arrivons.



La charge de travail pour préparer les commissions majoritaires, sectorielles... est bien plus lourde pour nous et pour les élus d'opposition que pour les élus du groupe socialiste. Nous regardons d'un œil critique l'ensemble des dossiers. En même temps, cela donne de l'intérêt. Mon emploi du temps chargé par ailleurs -je travaille à mi-temps - rend la tâche difficile. Par moments, je suis surchargée.

Ce qui me gêne dans cette commission, c'est la politique du « grand écart » comme je l'ai appelée. Les priorités se juxtaposent et vont parfois jusqu'à s'opposer.

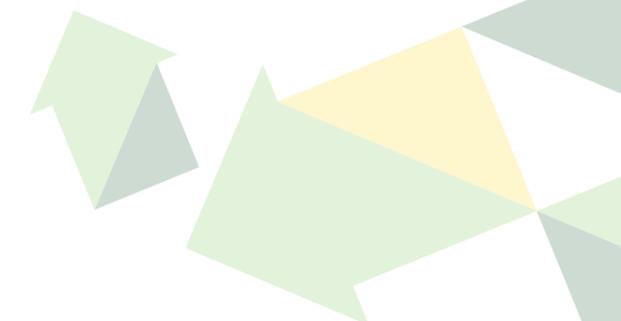
Je pense à la politique agricole par exemple où l'installation des agriculteurs bio est privilégiée et dans le même temps des sommes énormes sont accordées aux industries agro-alimentaires pour améliorer des technologies, dont le but est pour moi ridicule, comme un nouveau traitement du beurre pour une nouvelle pâte feuilletée industrielle. Cela a du sens pour ceux qui y voient des parts de marché à gagner, mais pas pour moi : je trouve vraiment choquant de mettre de l'argent public pour soutenir un système qui n'a pas d'avenir tant il va à l'encontre des enjeux écologiques.

Je conçois bien que les élus socialistes n'ont pas la même manière de voir que les écologistes et qu'ils considèrent qu'il est bon de montrer que la Région est bonne gestionnaire et qu'elle aide l'économie, quelle que soit l'économie, même s'ils sont par ailleurs conscients des enjeux et de la nécessité de rendre le modèle économique qu'ils soutiennent plus vertueux. Mais cela se traduit le plus souvent par 10 % d'aides « vertueuses » par rapport à 90% qui continuent à soutenir une logique économique destructrice.

Les divergences de visions ne concernent pas seulement la politique agricole.

Cela touche la recherche, la stratégie de compétition entre territoires, l'exportation... Un exemple a été le débat sur l'international auquel j'ai participé ; j'en ai été très déçue. J'y ai travaillé sur le thème de l'économie de la connaissance qui fait pour moi partie de la profonde révolution économique et culturelle en cours. Le débat est finalement resté concentré sur les trois champs classiques de la vision majoritaire actuelle, l'économie, l'innovation et l'enseignement supérieur, sans creuser plus loin.

■ Il y a aussi des politiques sur lesquelles nous parvenons à nous mettre d'accord et à avancer. Je pense à la charte d'éco-conditionnalité et au contrat de progrès que nous avons mis conjointement en place avec nos partenaires, et que les écologistes ont largement impulsés. Une belle avancée.



Lutte pour l'abandon du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes : un investissement au quotidien.

■ La mobilisation du groupe des élus EÉLV pour faire abandonner ce projet inutile et dévastateur est constante et se traduit au sein du Conseil régional comme en dehors. Le groupe a voté contre les lignes budgétaires dédiées directement et même indirectement à ce projet. Je suis pour ma part, comme Christophe Dougé et René Louail (élu EÉLV du Conseil régional de Bretagne), membre du syndicat mixte aéroportuaire qui, sans nous, se résumerait à une chambre d'enregistrement. Notre implication et nos interpellations dans cette instance essaient de mettre des grains de sable dans la conduite du projet.

Je suis aussi très investie dans le collectif d'élus-e-s qui doutent du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes (Cédpa).

Je suis membre du conseil d'administration et j'anime des groupes de travail techniques, comme celui qui a suivi l'étude économique CE Delft et celui des contre-études suite à la commission du dialogue (bruit, coût de réaménagement de la plateforme existante).

■ Je reste bien sûr le plus possible présente auprès des autres composantes de cette mobilisation exemplaire, en participant notamment le plus possible aux réunions de la coordination des 50 organisations opposées au projet, en répondant, dans la mesure du possible, aux demandes de présentations orales et d'écriture de documents... Cet engagement représente maintenant pour moi plus de 10 ans de ma vie. Il est passionnant à plusieurs titres : la diversité des thématiques qu'il concerne sur lesquelles nous avons acquis des

compétences ; les façons de travailler qu'il faut souvent ré-inventer et aussi la beauté et la diversité des personnes engagées qu'il me fait côtoyer. Notre Dame des Landes est à mon avis l'un des nombreux laboratoires de la société de demain.

■ Enfin, mon mandat n'a pas stoppé mon intérêt pour les réflexions plus profondes sur le sens de la période que nous traversons. J'alimente régulièrement mon blog personnel genevieve-lebouteux.com et je nourris des projets pour m'investir davantage dans les transitions sociétales en cours.



Renseignements et informations :

02 28 20 61 25
europa-ecologie@paysdelaloire.fr

elus-pdl.eelv.fr / @Elus_EELV_PdL

Photos DR

